

Mâcon, le 15 février 2016

L'Inspecteur d'académie – directeur académique
des services de l'éducation nationale

aux

Instituteurs et Professeurs des écoles

S/c de Mesdames et Messieurs les I.E.N.

DP
Division des personnels

Affaire suivie par :
Stéphanie Marret-Delbac
Chef de division

Téléphone
03 85 22 55 95
Télécopie
03 85 22 55 39
Courriel
dp71@ac-dijon.fr

Cité administrative
24 bd Henri Dunant
71025 Mâcon cedex

Objet : Mouvement intra départemental des personnels enseignants du 1^{er} degré
- rentrée scolaire 2016

Référence : Note de service n°2015 -185 - relative à la mobilité des personnels
enseignants du premier degré – rentrée scolaire 2016. Bulletin officiel spécial n°
9 du 12 novembre 2015.

Je vous prie de trouver ci-après les instructions relatives à la mobilité
départementale des enseignants du premier degré public.

Les règles du mouvement intra départemental, organisé sur la base d'un
mouvement complété par des ajustements, s'appuient sur les principes directeurs
suivants :

- Les affectations des personnels doivent garantir, au bénéfice des élèves et
de leur famille, l'efficacité, la continuité, et l'égalité d'accès au service public
de l'éducation nationale;
- Le droit à la mobilité des enseignants répond à une politique de gestion des
ressources humaines qui prend en considération la situation personnelle et
professionnelle des candidats à la mutation;
- Le barème, qui a pour objet de donner des indications pour la préparation
des opérations de mutation et d'affectation, intègre des éléments propres à la
situation des intéressés et tient compte également de certaines spécificités
départementales;
- La décision d'affectation appartient au directeur académique des services de
l'éducation nationale.

La saisie des vœux se fera exclusivement par Internet via i-Prof – SIAM 1^{er} degré
du 30 mars 2016 au 13 avril 2016 et l'accusé de réception de votre demande de
mobilité, où seuls les éléments fixes du barème figurent, vous sera adressé dans
votre boîte à lettre d'i-Prof. L'accusé de réception doit être retourné signé
uniquement en cas de réclamation ou de remarque par tout moyen dans les 10
jours.

Les situations individuelles sont appréciées à la date du 1^{er} mars 2016.



Les pièces justificatives sont à adresser dans les 10 jours suivant la fermeture du serveur.

Les services de la DSDEN / DP seront mobilisés en une «**cellule mouvement**» au

03.85.22.55.62

03.85.22.55.96

ainsi que l'adresse courriel dédiée mouvement71@ac-dijon.fr pour permettre l'accès à un dispositif d'aide et de conseil aux agents afin d'apporter des réponses personnalisées et un traitement individualisé de la situation de chacun.

Le calendrier des opérations de gestion du mouvement intra départemental figure en annexe¹.

-1- Déroulement du mouvement intra départemental

-1.1- Les personnels concernés :

Participant :

-1.1.1- **obligatoirement**, les enseignants

- affectés à titre provisoire

- concernés par un retrait d'emploi dans le cadre d'une mesure de carte scolaire

- intégrés dans le département

- reprenant leurs fonctions à la suite de leur demande de réintégration après un détachement, un congé de longue durée, une disponibilité ou un congé parental de plus d'un an

- les professeurs des écoles stagiaires de l'année scolaire en cours.

NB. : ceux sollicitant un temps partiel et actuellement affectés sur un poste peu compatible avec l'exercice à temps partiel (cf. § 1.2.3) peuvent demander une délégation de service d'un an sur un poste plus compatible.

- 1.1.2- **s'ils le souhaitent**, tous les enseignants affectés à titre définitif

- 1.1.3- si des enseignants sont **retenus pour la formation CAPA-SH**, ils ne pourront bénéficier de celle-ci que s'ils obtiennent au mouvement un poste correspondant à l'option choisie.

-1.2- Les postes et les vœux.

Tous les personnels changeant d'affectation et nommés à titre définitif perdent le poste précédemment occupé.

-1.2.1- Il est rappelé que **tout poste est susceptible d'être vacant**.

La liste des postes identifiés vacants est indicative et non exhaustive ; s'ajoutent tous les postes qui se libèrent en cours de mouvement.

¹ Annexe n°1 : calendrier des opérations de gestion du mouvement intra départemental.



Les postes des personnels en congé parental de plus d'un an, en disponibilité, en détachement, en CLD, en poste adapté deviennent vacants.

Sous réserve des dispositions du § 1.2.5, tout poste peut être demandé, qu'il soit vacant ou susceptible de l'être, le nombre de vœux étant limité à 30.

L'obtention d'un vœu au mouvement aboutit à la nomination dans une école et non dans une classe. Par conséquent, les candidats à un poste en école primaire ou en RPI **sont susceptibles d'être affectés sur tous niveaux de classe** et sont encouragés à se renseigner en prenant contact avec l'école (annuaire des adresses électroniques disponible sur le site de la DSDEN http://cache.media.education.gouv.fr/file/DSDEN71/15/2/Liste_des_ecoles_publicques71_400152.pdf).

Les postes de chargés d'école (D1) peuvent être demandés par des adjoints. Ils seront affectés à titre définitif car ce ne sont pas des postes de direction.

Les postes de direction peuvent être demandés par des enseignants non titulaires de la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'école. Ils seront affectés à titre provisoire et pourront faire fonction de direction sous réserve de l'avis de l'inspecteur de la circonscription.

-1.2.2- Tous les enseignants sans affectation à titre définitif ou dont le poste est supprimé doivent obligatoirement saisir un vœu précis (école) **et au moins un vœu de titulaire de secteur sur une zone géographique.**

A défaut de satisfaction à l'issue du mouvement, ils pourront être affectés à titre provisoire sur tout poste dans le département lors de l'ajustement.

-1.2.3- Il est rappelé que l'autorisation d'exercer ses fonctions à temps partiel entraîne une organisation devant préserver l'intérêt du service. A ce titre, un temps partiel peut s'avérer peu compatible avec un poste de titulaire remplaçant, de maître formateur, de conseiller pédagogique auprès d'un IEN, d'animateur TICE, de directeur d'école de 2 classes et plus, d'enseignant référent

-1.2.4- Les postes demandant des spécialisations ou titres particuliers² ne peuvent être attribués à titre définitif qu'aux titulaires de ces titres ou diplômes. Une priorité leur est réservée sur ces postes. Les non titulaires de ces titres qui se verraient attribuer ces postes sur leur demande ou à la demande de l'administration seront nommés à titre provisoire.

Les enseignants qui ont un avis favorable pour partir en formation CAPA-SH participeront au mouvement et seront prioritaires sur les postes laissés vacants après l'affectation des titulaires d'un diplôme spécialisé dans l'option correspondante mais avant les personnels titulaires d'un diplôme d'une autre option. Ils seront nommés à titre provisoire et, à l'obtention de leur diplôme, il leur est proposé de rester sur le poste à titre définitif. Pour les candidats libres, il est recommandé de prendre contact avec l'IEN ASH.

Les enseignants inscrits à l'examen du CAPA-SH pour la session 2016 ont une priorité sur les postes qu'ils occupent et sont nommés à titre définitif à l'obtention de leur diplôme.

² Annexe n°2 : Conditions de nomination sur certains postes.



En cas d'échec au CAPA-SH, seuls les candidats stagiaires en formation s'étant présentés à l'examen pourront conserver leur poste une année supplémentaire consécutive s'ils s'engagent à se représenter à l'examen l'année suivante en candidat libre.

-1.2.5- Les **postes à exigences particulières**³ suivent une procédure spécifique : fiche de profil du poste, appel à candidatures, lettre de motivation avec curriculum vitae par la voie hiérarchique à la DP pour le 8 avril 2016 puis entretien devant une commission et enfin décision du Directeur académique.

La commission établira un classement des candidats ayant eu un avis favorable en fonction de l'adéquation de leur profil au poste sollicité. Le classement obtenu en commission est valable seulement pour l'année scolaire en cours. L'inscription sur la liste d'aptitude de directeur a une validité de 3 ans.

La liste des postes à exigences particulières ainsi que les conditions de nomination figurent en annexe⁴. Ces postes ne peuvent être demandés que par les personnels ayant obtenu, en 2016, un avis favorable en commission d'entretien.

Pour les postes des § -1.2.4- et -1.2.5-, priorité est donnée à l'enseignant possédant la spécialisation, le titre ou figurant sur la liste d'aptitude requis. Les personnes retenues ne les possédant pas seront affectées à titre provisoire. Pour les postes ne demandant pas de spécialisation les enseignants sont affectés à titre provisoire pour une durée d'un an et conservent leur ancien support acquis à titre définitif le cas échéant.

-2- Mesures de carte scolaire

En cas de retrait, transfert, ou transformation d'emploi, dans une école ou un RPI, l'enseignant concerné est, s'il n'y a pas de volontaire, le dernier nommé sur un poste de même fonction : fonction d'enseignement, de direction, de remplacement, de maître affecté au titre d'un dispositif, d'enseignement spécialisé. A ancienneté égale de nomination dans l'école ou le RPI, c'est la personne qui avait le plus faible barème applicable lors de son arrivée dans l'école ou le RPI qui est concernée par le retrait d'emploi.

Si plusieurs enseignants sont volontaires, priorité est donnée à celui qui a la plus grande ancienneté dans l'école ou le RPI. A ancienneté égale, priorité est donnée à la personne qui a le plus fort barème.

Le personnel concerné par une mesure de carte scolaire conserve l'ancienneté de nomination dans l'école ou le RPI.

-3- Barème départemental

Les éléments constitutifs du barème se cumulent.

³ Cf. annexe n°2

⁴ Annexe n°4 : liste des postes à exigences particulières



-3.1- Situation administrative

-3.1.1- **Ancienneté générale de service** au 31 août 2016

- par an : 1 point
- par mois : 1/12^e de point
- par jour : 1/360^e de point

Total plafonné à 40 points sachant que le temps partiel est décompté comme un temps plein.

-3.1.2- Une **ancienneté dans le poste**, arrêtée au 31 août 2016, est attribuée aux enseignants affectés à titre définitif sur le dernier poste occupé.

- 3 points pour 3 ans
- 4 points pour 4 ans
- 5 points pour 5 ans et plus

-3.1.3.1- En cas de **mesure de carte scolaire**, 6 points de bonification sont attribués, 120 points pour un poste d'adjoint dans la même école ou le même RPI et 80 points pour un poste de titulaire de secteur dans la zone du poste fermé. Aucun point de bonification n'est attribué dans le cas d'un transfert ou d'une transformation de poste.

-3.1.3.2 Situation des enseignants en cas de fermeture d'école et fusion d'écoles

Fermeture d'école : tous les personnels participent au mouvement et bénéficient d'une bonification au titre de la mesure de carte scolaire (cf 3.1.3.1). Les directeurs d'école, participent au mouvement et bénéficient d'une bonification de 150 points sur un poste de même nature dans un rayon de 40 kilomètres.

Fusion d'école : les enseignants concernés sont automatiquement affectés dans la nouvelle structure. S'ils souhaitent participer au mouvement, ils bénéficieront d'une bonification au titre de la mesure de carte scolaire (cf 3.1.3.1).. Pour les directeurs, s'il n'y a pas de volontaire, le dernier nommé sur le poste de direction, participe au mouvement et bénéficie d'une bonification de 150 points sur un poste de même nature dans un rayon de 40 kilomètres.

-3.1.4 Situation particulière des enseignants affectés dans les écoles d'un réseau de réussite scolaire (Cf. circulaire ministérielle 2014-077 du 4 juin 2014) – disposition valable jusqu'en 2017

Les personnels qui exercent dans l'une des écoles qui sortent du dispositif de l'éducation prioritaire à la rentrée 2015 peuvent pendant deux ans participer au mouvement pour rejoindre une école comparable, c'est-à-dire une école appartenant à la carte de l'éducation prioritaire (REP ou REP+). Ils bénéficieront alors des bonifications attribuées aux personnels concernés par une mesure de carte scolaire :

- 6 points de bonification sont attribués sur tout poste



- 120 points pour un poste de même fonction dans une école appartenant à un REP ou à un REP+ de la même commune ou le RPI
- 80 points pour un poste de titulaire de secteur dans la zone du poste fermé

-3.2- **Postes spécifiques**

Les points de bonification seront attribués aux enseignants qui intègrent le département (Ineats), à la condition que ceux-ci fournissent le justificatif (arrêté d'affectation).

-3.2.1.- Pour les **postes à valoriser**

Postes en REP : 3 points après 3 années consécutives d'ancienneté dans la même école à titre provisoire ou définitif ; y compris pour les postes fractionnés au prorata du temps du service effectué.

-3.2.2- Pour les **postes de direction**

Les adjoints ayant assuré plus de 6 mois d'intérim ou de faisant fonction de directeur pendant l'année scolaire bénéficient de 5 points à la condition expresse qu'ils soient inscrits sur la liste d'aptitude et pour une affectation sur le même poste demandé en 1^{er} vœu.

La 1^{ère} année de création de la deuxième classe d'une école à classe unique, le chargé d'école fera fonction de directeur s'il le désire, sous réserve d'un avis favorable de l'inspecteur de circonscription et de l'inscription sur la liste d'aptitude.

-3.2.3- Les **enseignants affectés sur un poste ASH sans aucune spécialisation** bénéficient de 1 point par an, plafonné à 3 points, uniquement pour les années consécutives dont l'année scolaire en cours. En cas de postes fractionnés cette bonification est attribuée au prorata des affectations en ASH.

-3.3- **Situation personnelle**

-3.3.1- **Enseignants reconnus travailleurs handicapés**

Bonification de 150 points lors de la 1^{ère} demande d'affectation suivant la reconnaissance MDPH ou lors d'un changement de situation lié au handicap. La reconnaissance MDPH peut être étendue au conjoint ou à l'enfant handicapé.

Elle ne sera attribuée que sous réserve de l'avis favorable du médecin de prévention et s'il est reconnu que le nouveau poste aura pour conséquence d'améliorer les conditions de vie de l'agent.

-3.3.2- **Rapprochement de conjoint.**

Sont considérés comme conjoints les personnes mariées, pacsées, ou non mariées ayant un ou des enfants reconnus par les deux parents (situation appréciée au 1^{er} mars 2016).

Pour les rapprochements de conjoint, seul le lieu de travail du conjoint donne lieu à une bonification de 3 points. Elle est attribuée à condition que la distance entre les conjoints soit supérieure à 40 km –référence Mappy-, trajet le plus court de commune à commune- entre le poste actuel et le lieu de travail.



Pour les titulaires de secteur, ce sont les villes de Chalon-sur-Saône, Le Creusot et Mâcon qui seront prises en compte et non le poste occupé à l'année.

Cette bonification n'est pas appliquée :

- pour les couples d'enseignants affectés tous les deux à titre provisoire
- pour les demandes portant sur la même commune que celle de l'affectation définitive
- aux stagiaires
- aux entrants dans le département.

Pour un couple d'enseignants dont l'un est à titre définitif et l'autre à titre provisoire, la bonification ne peut bénéficier qu'à celui qui est affecté à titre provisoire.

-3.3.3- Bonification **au titre du rapprochement de résidence de l'enfant**

Les demandes formulées à ce titre doivent tendre à faciliter :

- l'alternance de résidence de l'enfant au domicile de chacun de ses parents
- l'exercice des droits de visite et d'hébergement de l'enseignant dont la résidence de l'enfant n'est pas fixée à son domicile.

Les situations prises en compte doivent être établies par une décision judiciaire pour les enfants âgés de moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016.

Elle est attribuée à condition que la distance entre les conjoints soit supérieure à 40 km –référence Mappy-, trajet le plus court de commune à commune- entre le poste actuel et le lieu de travail.

Pièces à fournir :

- une copie du livret de famille
- décision de justice concernant la résidence de l'enfant et les modalités de la garde de l'enfant
- pour la garde conjointe ou alternée, toutes les pièces justificatives attestant de la domiciliation de l'enfant
- le cas échéant une attestation sur l'honneur signée des deux parents fixant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement
- 3 points quel que soit le nombre d'enfant(s) âgés de moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016

-3.3.4 – Bonification attribuée à un parent isolé pour enfant(s) à charge

Une bonification de 3 points est attribuée, quel que soit le nombre d'enfant (s) âgés de moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016, sur tous les postes demandés, à un agent dont la qualité de soutien familial est reconnue. Il doit assurer seul la charge d'un ou plusieurs enfants. La demande doit être motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant ou des enfants (facilité de garde, proximité de la famille...).

Pièces justificatives à fournir : une copie du livret de famille, une copie de la notification de l'allocation de soutien familial versé par la caisse d'allocations familiales.

3 points

-3.3.5 - Bonification **pour enfant(s)**

- 0.50 point par enfant de moins de 12 ans
- 0.25 point par enfant entre 12 ans révolus et moins de 16 ans



-3.3.6- Critères discriminants

- 1^{er} critère discriminant : nombre d'enfants de moins de 16 ans au 1^{er} mars de l'année du mouvement
- 2nd critère discriminant : âge de l'enseignant au 1^{er} mars 2016 (Priorité au plus âgé)

-3.3.7- Pièces à fournir

- Rapprochement de conjoint : attestation de l'employeur du conjoint ou attestation d'inscription à Pôle Emploi, copie d'attestation de Pacs ou livret de famille, attestation de reconnaissance de l'enfant pour les parents non mariés.
- Notification de la CDAPH pour les travailleurs handicapés ou les conjoints et/ou enfant(s) handicapé(s) accompagnée d'un certificat du médecin de prévention sous pli confidentiel.
- Rapprochement de résidence de l'enfant : ordonnance judiciaire.

D'une façon générale, toute pièce permettant d'éclairer l'administration dans sa prise de décision accompagnée, en tant que de besoin, du bordereau récapitulatif ci-joint⁵.

-4- Restrictions

Aucune demande de poste ne pourra être ajoutée, annulée ni modifiée sauf motif exceptionnel et aucun refus de poste sollicité ne sera admis sauf motif grave. Toute situation exceptionnelle devra faire l'objet d'un courrier motivé adressé à monsieur l'Inspecteur d'académie sous couvert de la voie hiérarchique.

-5- La phase d'ajustement se fait dans l'esprit des orientations nationales visant à éviter les affectations à titre provisoire, source d'instabilité contraire à l'intérêt du service.

Sont concernés :

- les enseignants affectés sur un poste de titulaire de zone à titre définitif,
- les enseignants inscrits sur la liste d'aptitude et qui n'ont pas obtenu de poste
- les enseignants titulaires d'un poste peu compatible avec l'exercice de fonctions à temps partiel.

L'ajustement se fait par zone géographique.

Fabien BEN

⁵ Annexe n°3 : bordereau des pièces justificatives